

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES ORGANISMES DE TOURISME

DU 5 FEVRIER 1996

AVENANT N°29 RELATIF A LA VALEUR DU POINT

Préambule :

Les partenaires sociaux se sont réunis lors de différentes commissions paritaires pour négocier une évolution de la valeur du point d'indice et une modification de certains indices minima.

Ils réaffirment tous, par leur volonté d'aboutir au présent accord, leur attachement non seulement à la situation des salariés des organismes de tourisme qui s'avère délicate dans un contexte social et économique difficile, mais aussi à un juste équilibre budgétaire des structures de tourisme lesquelles, après avoir subi les conséquences des fusions et regroupement engendrés par l'application de la Loi Nôtre, doivent faire face à la situation épidémique du Coronavirus qui affaiblit très fortement l'activité touristique.

C'est donc dans cet esprit de consensus général qu'a été établi le présent avenant à la convention collective nationale lors de la commission paritaire du 20 octobre 2020.

Il convient à ce stade de préciser que lors des négociations, les partenaires sociaux ont pris en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ainsi que les mesures permettant de l'atteindre puisqu'il a été négocié concomitamment un accord sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Article 1 - Champ d'application et structures concernées

Cet avenant est d'application directe et s'applique à toutes les structures relevant de la convention collective nationale des organismes de tourisme y compris à celles dont l'effectif est inférieur à 50 salariés.

Article 2 - Prise d'effet

Le présent accord s'applique et prend effet dès le 1er janvier 2021.

Article 3 - Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4 - Adhésion

Conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail, toute organisation syndicale de salariés ou d'employeurs, qui n'est pas signataire du présent avenant, pourra y adhérer ultérieurement.

L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra les formalités légales de dépôt.

Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5 - Publication

Le présent accord donnera lieu à dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et D 2231-3 du code du travail, à savoir dépôt en autant d'exemplaires que nécessaire, dont deux versions sur support papier signée des parties et une version sur support électronique auprès des services du ministre chargé du travail et en un exemplaire auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 6 – Valeur du point d'indice

Au 1^{er} janvier 2021, le point d'indice est augmenté de 0,2 % ; il est porté de 1,142 € à 1,144 €.

Article 7- Revalorisation des indices planchers

7-1 L'indice plancher du niveau 1.1 est augmenté de 7 points et est donc porté de l'indice 1360 à l'indice 1367.

7-2 Les indices planchers correspondant au niveau 1.2 et 1.3 sont augmentés de 6 points et sont donc portés :

- Pour l'échelon 1.2, de l'indice 1430 à l'indice 1436 ;
- Pour l'échelon 1.3, de l'indice 1503 à l'indice 1509.

7-3 Les indices planchers correspondant aux niveaux 2.1 à 3.3 sont augmentés de 3 points et sont ainsi portés :

- Pour l'échelon 2.1, de l'indice 1576 à l'indice 1579 ;
- Pour l'échelon 2.2, de l'indice 1716 à l'indice 1719 ;
- Pour l'échelon 2.3, de l'indice 1826 à l'indice 1829 ;
- Pour l'échelon 2.4, de l'indice 2166 à l'indice 2169 ;
- Pour l'échelon 3.1, de l'indice 2426 à l'indice 2429 ;
- Pour l'échelon 3.2, de l'indice 2826 à l'indice 2829 ;
- Pour l'échelon 3.3, de l'indice 3376 à l'indice 3379.

Article 8 - Grille des indices planchers et rémunérations

Echelon	Indice plancher 2021	Rémunération minimale
1.1	1367	1563,85
1.2	1436	1642,78
1.3	1509	1726,30
2.1	1579	1806,38
2.2	1719	1966,54
2.3	1829	2092,38
2.4	2169	2481,34
3.1	2429	2778,78
3.2	2829	3236,38
3.3	3379	3865,58

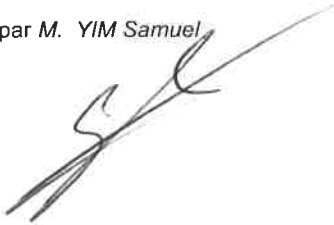
Date :

Le 3 novembre 2020 à Paris,

LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES D'EMPLOYEURS :

<p>ADN Tourisme (Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative) 15 avenue Carnot 75017 PARIS</p> <p>Représentée par <i>Mme LASRY Catherine</i></p> 	<p>Gîtes de France 40 avenue Flandre 75019 PARIS</p> <p>Représentée par <i>Mme Sylvie PELLEGRIN</i></p>
--	--

LES ORGANISATIONS REPRESENTATIVES DE SALARIES :

<p>FEC-FO (SNEPAT) 131 rue Damrémont 75018 PARIS</p> <p>Représentée par <i>M. POYET Yann</i></p>	<p>Fédération des Services CFDT Tour Essor 14 rue Scandicci 93508 PANTIN Cedex</p> <p>Représentée par <i>M. YIM Samuel</i></p> 
<p>CFE CGC-FNECS Fédération Nationale de l'encadrement du Commerce et des services 9 rue de Rocroy 75010 PARIS</p> <p>Représentée par <i>Mme BOULLY DEMANGE Marie-Christine</i></p>	<p>CGT 263 rue de Paris Case 15425 93514 Montreuil Cedex</p> <p>Représentée par <i>Mme BELL Béatrice ou Mme BIGOGNE Sophie.</i></p>

